

Journal des guerres de l' Otan

N° 86 du 11.04.11

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

Tiré à part :

Dommages Collatéraux... le Pentagone prolonge

Francesca Pilla : De nombreux civils sont tués par les «raids humanitaires»

Guerres de l'Otan

Philippe Leymarie : L'OTAN superstar en Libye.

Otan

Extension des guerres ?

La Syrie, prochaine cible de l'OTAN?

Usa

Paroles du président... ..

« Obama : Echelle horrible – »

Canada - France

2 Brèves

2-1 Le nouveau siège de l'Otan à Bruxelles coûtera plus de 110 millions d'euros à la France.

3 Dossiers

3-1 Jean Bricmont : Le Retour de l'Impérialisme Humanitaire.

3-2 Domenico Losurdo : Orwell, l'OTAN et la guerre contre la Libye

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 Le collapsus de la diplomatie.

5-2 Fidel Castro : La guerre fasciste de L'Otan.

6 Annexe

6-1 Comaguer : Si tu veux faire la guerre, prépare la guerre !

6-2 William BLUM : Barack Obama « je tuerais pour un prix Nobel de la paix ».

Tiré à part :

Nous voulons que l'opération se déroule dans le cadre de l'Otan. Cette alliance a un potentiel exceptionnel...»

"La possibilité de les armer, de leur fournir des armes, est une des options que nous sommes en train de considérer ", déclare le porte-parole de la maison blanche. C'est une façon de parler, car les infos montrent clairement qu'ils sont déjà bel et bien armés.

...

Dommages Collatéraux... le Pentagone prolonge

Francesca Pilla : De nombreux civils sont tués par les «raids humanitaires»

Dans la nuit de mercredi à jeudi les raids aériens sur Tripoli ont causé la mort d'au moins 40 civils : le général canadien Charles Bouchard en est parfaitement au courant tandis qu'il se prépare à la conférence de presse de la base Jfc (Joint Force Allied , NdT) (1) à Bagnoli (Naples). C'est aussi aujourd'hui (jeudi 31 mars 2011, NdT) qu'arrive dans ses mains la direction unique de l'opération « Protecteur Unifié » qui passe sous commandement OTAN ; mais le militaire, qui a une longue arrière-pensée, sait que le monde lui demandera des comptes sur les victimes, femmes et enfants (et hommes, NdT) ensevelis sous les décombres d'un immeuble écroulé. Et même si les bombardements étaient sous contrôle de la coalition des volontaires, conduite par USA, France et Grande-Bretagne, l'OTAN ne peut pas faire mine de rien. Mais cette fois, celui qui hausse le ton sur les dommages collatéraux des attaques aériennes qui devraient avoir un objectif « humanitaire », n'est pas un membre du régime Kadhafi, mais bien l'évêque de Tripoli, monseigneur Giovanni Martinelli : « Les raids dits humanitaires - a-t-il déclaré très tôt dans la matinée- ont fait des dizaines de victimes parmi les civils dans certains quartiers de Tripoli. J'ai recueilli divers témoignages de personnes dignes de foi à ce sujet. En particulier, dans le quartier de Buslim, à cause des bombardements, une habitation civile s'est écroulée en provoquant la mort d'au moins 40 personnes ».

Le général canadien Charles Bouchard

Bouchard arrive avec 15 minutes de retard dans une petite salle de conférence installée, d'après le commandement OTAN, à la hâte ces derniers jours. De Bruxelles aussi les media internationaux, en vidéoconférence, piaffent d'impatience et font pression pour savoir la vérité, mais les hauts gradés freinent des quatre fers : « Le général a très peu de temps et ne peut répondre qu'à 5 questions de Bruxelles, et 3 ici à Naples ». Tactique qui cache mal l'intention de concéder aussi peu d'informations que possible.

Bouchard parle d'abord de l'opération, explique que le passage de pouvoir s'est réalisé sans problèmes, qu'en quelques heures ont déjà été accomplies « plus de 90 actions » de bombardement, parce que l'Alliance peut compter sur « plus de cent avions de combat et de soutien et sur une douzaine entre bâtiments navals et sous-marins ». Le général souligne que l'objectif est celui de faire respecter l'embargo d'armes et la zone d'exclusion aérienne, et rappelle ainsi à plusieurs reprises, comme il l'avait fait mardi (29 mars 2011, NdT) de cette même base militaire, que la mission de son commandement était de protéger la population civile. Les questions de la salle cependant lui rappellent les 40 morts, un journaliste américain (étasunien) lit les déclarations de Martinelli : « S'il est vrai que les bombardements semblent ciblés -a déclaré l'évêque de Tripoli- il est tout aussi vrai qu'en frappant des objectifs militaires, qui se trouvent au milieu de quartiers civils, on touche aussi la population ». « Nous mènerons une enquête dans la chaîne de commandement pour voir s'il y a des preuves, nous sommes en train d'enquêter sur ce qui s'est passé », est la réponse expéditive du général qui dit être au courant de l'épisode ; et que l'OTAN « est en train d'enquêter » pour vérifier si ses forces sur le terrain sont impliquées ou non. Puis Bouchard dont le visage ne trahit aucune émotion se excuse à la Ponce Pilate : « Nous avons pris le commandement complet des opérations seulement à 6 heures du matin, heure Greenwich. Nous sommes en train de prendre tous les aspects au sérieux, mais l'opérativité totale de l'OTAN n'était pas encore activée au moment des faits ; nous vous informerons quand l'enquête sera terminée ».

En réalité, cette fois, qu'il y ait eu un massacre de civils est une chose assez claire pour tout le monde, il ne s'agit pas des cent personnes décédées, de la propagande, au début de l'attaque, du régime Kadhafi (à propos desquels l'auteur ne donne cependant aucune source certifiant la propagande, NdT), et arrivent après les 11 victimes de Tajoura et les 17 blessés de ces jours derniers à Dita, sur la route de Misurata, quand un autre hôpital a été touché (selon un reportage de Euronews)(sources à chercher, NdT) Mais à ce propos, même l'amiral Giampaolo Di Paola, président du comité militaire de l'OTAN, n'a pas voulu faire de commentaires, pratiquant la même attitude que Bouchard, de renvoi de la responsabilité sur d'autres : « L'OTAN n'a pris le total commandement des opérations qu'à 8 heures (locales ; remarquable marque d'indépendance par rapport au commandement étasunien -de protection- unifié(e)... NdT). Mais c'est un fait que jusqu'à présent les attaques contre les civils viennent du régime de Kadhafi ». De Naples enfin arrive aussi l'avertissement à Kadhafi et à ses soutiens : « Je conseille vivement aux assaillants de se désister et de se retirer immédiatement, sinon ils paieront les conséquences de leurs actions », dit le commandant de l'opération Protecteur Unifié, en partant à toute allure.

Francesca Pilla

1er avril 2011 -

(Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio)

[Il Manifesto](#),

Guerres de l'Otan

Philippe Leymarie : [L'OTAN superstar en Libye.](#)

Depuis ce jeudi à 6 h GMT, l'OTAN — alliance transatlantique à dominante américaine, étiquetée « occidentale » — assume le commandement militaire de l'ensemble des opérations de la « communauté internationale » contre le régime libyen : les bombardements en appui aux troupes insurgées, le respect de la zone d'exclusion aérienne, le contrôle de l'embargo sur les armes. C'est ce que souhaitent les Etats-Unis, qui ne voulaient plus apparaître en première ligne. Et c'est le contraire de ce pour quoi les diplomates français militaient depuis plusieurs semaines, en tout cas en paroles. Mais déjà, le couple franco-britannique — qui prétend conserver le « pilotage politique » de l'intervention par le truchement d'un « groupe de contact » assez fumeux — évoque la possibilité de fournir des armes aux insurgés.

Faut-il fournir des armements à la rébellion ? Cette mesure fait partie des pistes envisagées depuis quelques semaines, dans les cercles spécialisés, pour hâter la chute du régime Kadhafi. Il s'agit d'éviter l'enlisement, une hantise en matière d'intervention multinationale : la Finul est déployée au Liban depuis 1978, la K-For au Kosovo depuis 1999, l'ISAF en Afghanistan depuis 2002, l'Onuci en Côte d'Ivoire depuis 2004, etc. Une longévité rarement gage de réussite.

En dehors de ralliements espérés (ou suscités) de proches du « Guide » Mouammar Kadhafi, ou de l'éventualité qu'une partie de son armée se retourne contre lui, la livraison d'armements, susceptible d'aider les insurgés à recréer un rapport de forces favorable, est la principale « technique » pouvant hâter un dénouement. Elle est un substitut à l'envoi de troupes au sol :

— qui n'a pas été prévu par la résolution 1973 ;

— qui aurait un effet désastreux en Afrique et dans le monde islamique, surtout si ces soldats n'étaient qu'occidentaux ;

— qui n'est pas souhaité (en tout cas officiellement) par les insurgés ;

— et qui est jugé trop dangereux pour les troupes en question.

Résolution souple

Les Etats-Unis « *n'excluent pas* » de possibles livraisons d'armes, ainsi que l'a déclaré le président Barack Obama en début de semaine, assurant qu'il ne « *disait pas non plus que cela allait se faire* ». Il est vrai qu'ils sont orfèvres en la matière (Asie, Amérique latine). On explique d'ailleurs, au département d'Etat, que la résolution de l'ONU est assez « *souple* » pour permettre une telle aide en matériel. Le Pentagone, en liaison avec la CIA, n'a pas manqué d'en étudier les modalités pratiques : les voies d'acheminement ne manquent pas, via l'Egypte notamment.

De hauts responsables américains ont d'ailleurs indiqué à l'agence Reuters, mercredi 30 mars, que le président Obama avait signé, ces dernières semaines, un décret confidentiel autorisant des opérations secrètes de la CIA en Libye pour soutenir les insurgés. Et selon *The New York Times*, de « *petits groupes* » d'agents de la CIA sont déployés en Libye pour prendre contact avec la rébellion et guider les frappes de la coalition.

Londres et Paris, le duo conservateur qui a pris la tête de la coalition anti-Kadhafi, y est favorable.

Mercredi, le premier ministre britannique David Cameron n'a pas exclu d'armer les rebelles. La chaîne américaine ABC assure que « *des dizaines de membres des forces spéciales britanniques et d'agents du service d'espionnage MI6 travaillent en Libye* », en particulier pour recueillir des renseignements sur les positions des forces loyalistes.

Limite technique

« *Nous sommes prêts à en discuter avec nos partenaires* », avait indiqué de son côté le ministre français des Affaires étrangères, M. Alain Juppé, qui a cependant reconnu mardi à Londres — à l'issue de la première réunion du « groupe de contact » qui revendique le pilotage politique de l'intervention contre Kadhafi — que « *ce n'est pas ce que prévoit la résolution 1973* ».

Jeudi matin, lors d'un point de presse à Paris, le ministre de la défense Gérard Longuet a assuré « *qu'une telle assistance n'est pas à l'ordre du jour parce qu'elle n'est pas compatible avec la résolution 1973* » : cette « *limite technique ne permet pas aujourd'hui l'envoi de troupes au sol* », si elle n'empêche pas l'appui aux bombardements depuis le sol. Ce principe « *n'est pas remis en cause à cette heure* ».

La France, qui vient d'installer à Benghazi, siège du Conseil national de transition libyen, un diplomate de haut rang [1] semble cependant avoir pris les devants : profitant de rotations à vocation « humanitaire » de navires de la marine nationale française, la DGSE — le service de renseignement et d'action extérieure — aurait livré discrètement à Benghazi, dès la mi-mars, quelques canons de 105 mm et des batteries antiaériennes mobiles [2].

Présence voyante

Des opérations de ce type ne sont pas sans risques :

— elles impliquent la présence, qui peut être trop voyante, de formateurs ou « conseillers », pour mettre en œuvre ces matériels, dont les insurgés ne connaissent pas le maniement ;

— le risque existe qu'une partie de ces armes tombent dans des mains non désirées, par exemple celles d'activistes d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) [3] — « *C'est un risque non négligeable, quand un Etat se délite* », a reconnu Gérard Longuet lors de son point de presse ;

— sur un plan politique, c'est la voie ouverte aux accusations « d'ingérence » (que la Russie n'a pas manqué de formuler, aussitôt connue cette éventualité), ou à une désagrégation de la coalition (l'Italie, la Norvège, le Danemark, la Belgique se sont déjà prononcés contre).

Paradoxe : c'est Anders Fogh Rasmussen, le secrétaire général de l'OTAN qui — pour des raisons surtout tactiques, afin de préserver l'unité de sa coalition — a dû mettre les pendules à l'heure, à l'issue de la réunion de Londres : « *La résolution 1973 est très claire : elle exige l'imposition d'un embargo sur les armes. Nous sommes donc là pour protéger les populations, pas pour les armer.* »

Embargo qui, si l'on en croit les nouvelles « idées » émises à Paris, Londres et Washington, pourrait donc être violé par ceux-là mêmes qui se sont donné pour mission de le faire voter et de le faire respecter... mais seulement à l'encontre d'un camp. A Washington, on fait valoir que l'embargo s'applique contre le régime de Kadhafi, et ne concernerait pas l'autre camp. En revanche, pour le représentant portugais à New-York, en charge du Comité des sanctions de l'ONU, l'embargo sur les armes est total et s'applique à tout le monde. Bref, au train où vont les débats, il faudra arracher au Conseil de sécurité une nouvelle résolution sur mesure...

.....

Effectif depuis jeudi 31 mars à 6 heures GMT, le transfert de l'ensemble des responsabilités opérationnelles a concerné dans un premier temps les moyens militaires, essentiellement aériens, de la Belgique, du Canada, du Danemark, d'Espagne, du Royaume-Uni et des Pays-Bas.

L'Alliance atlantique, qui assurait déjà depuis plusieurs jours deux autres missions — le contrôle de l'embargo sur les armes et l'imposition de la zone d'interdiction aérienne — planifie désormais les frappes en soutien aux insurgés libyens.

En famille

Le centre d'opérations aériennes combinées de l'OTAN (CAOCC) de Poggio Renatico, dans le nord de l'Italie, a commencé à émettre les ordres opérationnels sous forme de plans de vol pour les unités engagées dans la campagne aérienne en Libye, mettant en œuvre les directives du Commandement aérien d'Izmir (ACC), en Turquie, en liaison avec le commandement maritime (MCC) et le commandement inter-armes de l'opération (JFC) basés à Naples, en Sicile.

Selon l'état-major français, la « bascule » s'est faite sans heurt, en raison de la longue expérience de travail sous procédures OTAN des principaux pays concernés. En outre, la nouvelle chaîne de commandement est un décalque de l'ancien dispositif de coordination assuré par les forces américaines en Europe. L'amiral James Stavridis, qui supervise l'ensemble de l'intervention en tant que commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR)... faisait de même, ces deux dernières semaines, en tant que commandant des forces américaines en Europe.

Quant au général canadien Charles Bouchard, nommé ces derniers jours commandant de l'opération OTAN en Libye, il a effectué l'essentiel de sa carrière dans les états-majors américains, et il est l'adjoint en titre de l'amiral Samuel Locklear, chef du commandement conjoint (JOC) de l'Alliance à Naples... qui commandait ces dernières semaines l'opération américaine « Odyssey Dawn » (Aube de l'Odyssée) depuis le Mount Whitney, navire-amiral de la 6ème flotte. On reste en famille...

Notes

[1] M. Antoine Sivan, ancien sous-directeur pour le Moyen-Orient au ministère des affaires étrangères.

[2] Cf. *Le Canard enchaîné*, 16 mars 2011.

[3] L'amiral James Stavridis, commandant des forces américaines en Europe, a évoqué récemment des « signes » de leur présence au milieu des insurgés libyens.

[4] Même son ex-adversaire à l'élection présidentielle de 2008, le républicain John McCain, a vanté « l'excellence » de ce discours.

Philippe Leymarie

Jeudi 31 mars 2011

1 Politique

Les parties prenantes

a) L'Otan

Extension des guerres ?

La Syrie, prochaine cible de l'OTAN?

Comme les autres pays arabes, la Syrie est secouée par des manifestations d'opposants. A la différence de ce qui s'est passé en Tunisie et en Egypte, dont les révolutions ont renversé des despotes pro-occidentaux, on ne peut parler dans son cas de soulèvement spontané, mais d'une opération de déstabilisation conçue aux Etats-Unis et en Israël.

Le 30 mars, dans son discours devant les parlementaires syriens, le Président Bachar al-Assad a dénoncé une « *conspiration qui vient de l'étranger, mais aussi de l'intérieur du pays. Les personnes derrière cette tentative de déstabilisation mélangent trois éléments : les conflits religieux, les réformes et les besoins quotidiens du peuple* », et il a accusé une « *minorité* » de semer le chaos.

Selon l'agence de presse indépendante *Champress* (1), les techniques d'agitation employées pour soulever la population à Deraa, près de la frontière jordanienne, ont pour origine un plan ourdi en 2008 par le prince Bandar bin Sultan, ancien ambassadeur saoudien aux Etats-Unis, et Jeffrey Feltman, ancien ambassadeur américain au Liban (2004-2008). Objectif avoué : renverser le Président Bachar al-Assad et diviser la Syrie. Coût de l'opération : 2 milliards de dollars.

Tentative de coup d'Etat en Arabie

A Washington, Bandar bin Sultan était surnommé *Bandar-Bush* en raison de ses liens avec l'ancien président étatsunien qui l'avait mis dans le secret du projet d'invasion de l'Irak avant le secrétaire d'Etat américain Colin Powell. Il est marié avec la princesse Iffat, fille du roi Fayçal, connue pour avoir versé des sommes importantes à une fondation caritative, retrouvées ensuite sur le compte bancaire d'un des pirates de l'air saoudien du 11 septembre.

Fin 2008, Bandar bin Sultan aurait tenté de s'emparer du pouvoir en Arabie, avec le soutien des néo-conservateurs américains. Le coup d'Etat, prévu pendant l'agression israélienne de Gaza, devait se dérouler au cours de la période de transition du pouvoir entre George W. Bush et Barack Obama (2). Alerté par les services secrets russes, le roi d'Arabie aurait fait emprisonner Bandar bin Sultan, ainsi que quatre officiers supérieurs (3), puis l'aurait éloigné du pays pour « *raisons de santé* ». Il est rentré en grâce en 2010.

Son acolyte, Jeffrey Feltman, a été chef de la section politique de l'ambassade des Etats-Unis en Tunisie de 1998 à 2000. Début 2004, il a représenté la coalition à Erbil, au Kurdistan irakien. Nommé ensuite au Liban, il aurait participé à la création et au financement de l'organisation palestinienne *Fatah al-islam*, sponsorisée par l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri, puis il a été de ceux qui ont désigné la Syrie responsable de l'assassinat de ce dernier.

Instrumentalisation des mécontentements

Jusque dans les détails, les opposants syriens appliquent les directives du plan de 2008, ce qui n'a rien d'étonnant puisque Jeffrey Feltman est aujourd'hui sous-secrétaire d'Etat américain pour les Affaires du Proche-Orient. Les réseaux de mécontents dont la création était préconisée, via Internet, sont opérationnels. De petits rassemblements, organisés autour d'agitateurs, sont filmés avec des téléphones portables. Quant ils ne sont pas dispersés par la police, les badeaux sont attaqués par des voyous simulant « *des forces de sécurité habillées en civil* ». Les vidéos, généralement courtes, sont ensuite envoyées à la chaîne qatarie *Al-Jazeera* et aux médias internationaux.

A noter que parmi les opposants syriens participant à la conspiration, le *Parti de la Réforme de Syrie*, basé aux Etats-Unis, est le plus actif, médiatiquement parlant. Proche du lobby pro-israélien américain AIPAC, il se veut l'équivalent syrien du *CNI* (*Congrès national irakien*) d'Ahmed Chalabi formé en 1992 par la CIA pour renverser Saddam Hussein. L'homme d'affaires Farid al-Ghabri qui le dirige s'est fait remarquer en manifestant devant l'ambassade de Syrie à Washington avec des militants de l'*American Jewish Committee*, puis en intervenant en 2007 à la Knesset à l'invitation du Likoud où les parlementaires arabes l'ont traité de mercenaire (4).

Les phases ultimes du plan Bandar-Feltman comprennent l'organisation de troubles ethniques et religieux, de dissensions dans l'armée, et la constitution d'un conseil politique destiné à être reconnu par les Occidentaux et leurs obligés arabes. Si, ce qu'à Dieu ne plaise, les conspirateurs parviennent à leurs fins, il ne manquera plus alors qu'un Sarkozy de service et des bombardiers de l'OTAN pour venir en aide aux rebelles...

Comme l'a déclaré Bachar al-Assad au Parlement, la Syrie traverse « *un moment exceptionnel qui apparaît comme un test de son unité* ».

(1) *Media sources reveal details of a conspiracy by Bandar Bin Sultan and Feltman to "destroy" Syria*

<http://www.champress.net/index.php?q=en/Article/view/86507>

(2) *L'Arabie saoudite face au double défi Part 2/2*

<http://www.renenaba.com/l%E2%80%99arabie-saoudite-face-au-double-defi-part-22>

(3) *Where is Saudi Prince Bandar bin Sultan ?*

<http://thegulfblog.com/2010/01/20/where-is-saudi-prince-bandar-bin-sultan>

(4) *Arab MKs attack visiting exiled Syrian leader*

<http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3411213,00.html>

<http://www.france-irak-actualite.com/article-la-syrie-prochaine-cible-de-l-otan-70958591.html>

4 avril

b) Usa

Paroles du président... ..

« Obama : Echelle horrible – »

Les Américains se désengagent-ils ?

L'abandon du commandement de l'opération qu'ils avaient eux-mêmes baptisée « Aube de l'Odyssée » peut le faire penser. Il a été théorisé par le président Obama, à l'occasion d'une allocution prononcée à l'université de la défense de Washington [4] à quelques heures de la tenue de la conférence de Londres, dont voici quelques extraits :

- « *Je suis absolument d'accord pour dire que l'Amérique ne doit pas faire la police partout dans le monde... Mais cela ne doit pas être un argument pour ne jamais intervenir* » ;
- « *Nous étions confrontés à la perspective d'un massacre de la population par Kadhafi à une échelle horrible. Ignorer cette situation et la responsabilité de l'Amérique en tant que leader aurait été une trahison de nos valeurs et de ce que nous sommes* » ;
- « *Le coût de la non intervention aurait été plus lourd que celui de l'intervention* » ;
- « *Participer au renversement de Kadhafi par la force est inacceptable* », a cependant affirmé le numéro un américain, qui s'est défendu d'engager son pays dans un nouvel engrenage militaire ;
- « *La recherche d'un consensus à l'ONU et le montage de la coalition nous ont pris 31 jours* » ; « *S'il n'y avait eu les Français et les Britanniques, il ne se serait probablement rien passé* » (alors qu'il avait fallu un an de débats au temps du président Clinton, pour se mettre d'accord sur une intervention en Bosnie, a-t-il souligné).
- « *Exercer le leadership ne consiste pas à agir seuls, mais à pousser les autres afin qu'ils prennent leur part du fardeau* », a-t-il insisté (à l'adresse notamment des républicains, attachés au rôle « impérial » des Etats-Unis).

Opération transfert

Dans ce discours, Barack Obama a bien précisé qu'il avait pris bien soin d'éviter d'agir de manière unilatérale, privilégiant le partage du fardeau et le transfert du commandement de l'opération à ses alliés de l'OTAN. Durant ces deux dernières semaines, l'armée américaine avait assumé le commandement opérationnel de la coalition, et assuré à elle seule plus de la moitié des frappes contre les centres de commandement, batteries antiaériennes et convois blindés des troupes loyales à Mouammar Kadhafi. Le transfert du commandement n'est qu'un désengagement partiel, le président Obama ayant affirmé que les Etats-Unis restaient en soutien, y compris en matière de neutralisation de centres de communications, de renseignement, de transport et ravitaillement logistiques : « *En raison de ce transfert à une coalition basée sur l'OTAN, les risques et coûts pour les contribuables américains seront significativement réduits* », a-t-il plaidé. Les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne assuraient jusqu'ici les quatre cinquièmes des sorties aériennes.

Philippe Leymarie
Jeudi 31 mars 2011

Dans les coulisses

Manlio Dinucci : Avant d'envoyer dollars et fusils le Pentagone va faire passer « l'examen » aux insurgés.

Faisant référence aux rebelles libyens qui se battent contre Kadhafi, le porte-parole de la Maison Blanche Jay Carney a déclaré : « *La possibilité de les armer, de leur fournir des armes, est une des options que nous sommes en train de considérer* ». Mais, a-t-il ajouté, si nous choisissons cette option nous devons être « *bien informés* » et conscients de « *ce que nous essayons de réaliser* ». Washington -explique le New York Times- est très attentif à ne pas jeter des armes dans un conflit qui implique « *des groupes sur lesquels l'intelligence est limitée* ». Il serait « *prématuré* », a dit Carney ironiquement, d'« *envoyer une cargaison d'armes à une boîte postale en Libye* ». De ce fait, « *nous sommes en train d'utiliser de nombreux canaux pour contacter des groupes et individus de l'opposition, pour en savoir plus sur les objectifs qu'ils poursuivent, sur ce qu'ils veulent* ». En d'autres termes : les différents groupes qui participent à la rébellion sont soumis à une sorte d'examen par des agents de la Cia et des fonctionnaires étasuniens, évidemment déjà au travail en Libye. Ceci est confirmé indirectement par Mustapha Abd al Jalil (ex ministre de la justice de Kadhafi, aujourd'hui président de l'organe politique des rebelles), qui a parlé de contacts avec des représentants étasuniens. Le but de l'examen est d'établir quels rebelles sont fiables et lesquels ne le sont pas. Le résultat, si les rebelles arrivaient à renverser Kadhafi ou si c'est l'OTAN qui le fait, étant que les groupes que Washington considère fiables auront le pouvoir en main avec la force des armes et de l'entraînement reçus du Pentagone. A Washington, confirme le New York Times, on est en train de considérer l'option non seulement d'armer les rebelles (ceux qui auront réussi l'examen de la Cia), mais aussi de les entraîner et de leur fournir de l'intelligence, c'est-à-dire des informations sur les objectifs à frapper. Une autre option prise en considération est celle d'« *infiltrer de petites équipes des Forces pour les opérations spéciales, pour assister les rebelles comme ça a été fait en Afghanistan pour renverser les Talibans* ». Ces équipes sont spécialisées dans l'entraînement de groupes rebelles, de façon à « *les transformer en une nuit en combattants plus efficaces, en leur fournissant quelques connaissances de base, des équipements et un leadership* ».

Dans ce contexte, un rôle important est joué par les bases étasuniennes de Camp Darby, entre Pise et Livourne, et de Sigonella en Sicile. La première a été activée pour l'envoi d'« *aides humanitaires de l'US Aid* », officiellement destinées aux réfugiés à la frontière entre la Tunisie et la Libye. Les matériaux sont transportés par le 3ème Bataillon de la 405ème Brigade à l'aéroport militaire (italien, NdT) de Pise, où ils sont chargés sur des C-130J arrivés de la base de Ramstein en Allemagne. Notre position, dit le commandant de la brigade (étasunienne, NdT), nous offre « *des capacités logistiques uniques puisque notre dépôt est à 30 minutes de l'aéroport (italien, NdT) de Pise* », celui-là même où se trouvera le Hub militaire national (italien, NdT) qui va être mis à disposition aussi de Camp Darby. Comme c'est Camp Darby qui se charge d'envoyer dans d'autres pays des armes et des « *donations* » de l'US Aid, personne ne peut savoir ce qu'il y a dans les paquets cadeau qui arrivent à la frontière des zones libyennes contrôlées par les rebelles.

Au même moment a été activée la base aéronavale de Sigonella, d'où partent d'autres avions, les KC-130 des marines, toujours pour apporter des « *aides humanitaires* ». Mais, détail non négligeable, c'est de Sigonella qu'opère une force spéciale étasunienne pour des missions secrètes en Afrique, et d'où partent les vols des avions-espions Global Hawks. Les « *faucons global* » qui tournoient déjà sur la Libye, non pas pour y apporter la démocratie mais pour amener la Libye et sa richesse énergétique sous la domination des Etats-Unis /OTAN.

Edition de mercredi 9 mars 2011

[il manifesto](#)

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

<http://www.ilmanifesto.it/Quotidiano-archivio/09-Marzo-2011/art18.php3>

Sur le terrain

Zone d'exclusion Libye: les Etats-Unis préfèrent l'Otan à une coalition

Les Etats-Unis préféreraient que ce soit l'Otan, et non une coalition de pays, qui conduise les opérations si l'ONU donnait son feu vert à l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye, a indiqué mercredi un haut responsable américain.

"*Les Etats-Unis estiment que l'Otan est le choix naturel*" pour mener une telle opération, a-t-il déclaré à la veille d'une réunion de deux jours des ministres de la Défense de l'Otan qui sera dominée par la crise libyenne.

Il s'est refusé à commenter les propos du ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, qui a jugé mardi que "*l'Otan n'est pas l'organisation adaptée*" pour imposer une zone d'interdiction aérienne et empêcher ainsi le régime de Mouammar Kadhafi d'utiliser son aviation contre les insurgés.

Le même haut responsable américain n'a pas voulu non plus discuter de possibles divisions au sein de l'Otan sur l'opportunité de faire intervenir l'Alliance atlantique en Afrique du nord, vivement mise en doute par le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, dont le pays est membre de l'Otan.

L'Otan, une organisation intergouvernementale, ne prend ses décisions que par consensus, autrement dit à l'unanimité.

Les alliés de l'Otan sont "*unis sur la marche à suivre*", a seulement répondu le haut responsable américain.

Mais, a-t-il insisté, "*nous voulons que l'opération se déroule dans le cadre de l'Otan. Cette alliance a un potentiel exceptionnel*".

"*Nous ne serions pas en mesure d'utiliser les moyens que l'Otan a*" si l'intervention n'était pas menée par elle, a-t-il souligné.

"*Ce serait une opération complexe, difficile et coûteuse, qui demande un large engagement*" des pays de l'Otan, a-t-il estimé.

Au cas où l'Otan ne parviendrait pas à s'entendre sur une opération menée en son nom, un autre scénario, celui d'une coalition, est évoqué: certains pays comme les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, qui disposent d'avions radars Awacs et d'importants moyens aéronavals, seraient susceptibles d'agir quand même avec des pays comme l'Italie et l'Allemagne, voire des pays arabes, sur la base du même mandat de l'ONU.

"*Avec la Grande-Bretagne, on travaille sur ce qui pourrait être fait hors de l'Otan. Le drapeau de l'Otan (en Libye) serait provoquant*", a estimé une source diplomatique française à Paris.

Aujourd'hui, l'Otan elle-même n'est cependant pas encore en mesure de décider d'une intervention, a noté le haut responsable américain.

Avant que l'Otan puisse statuer sur la date et les modalités d'une intervention, encore faut-il que trois principes soient respectés, a-t-il énoncé:

-- primo, que la démonstration soit faite qu'une telle intervention s'impose,

-- secundo, que l'intervention s'appuie sur une base juridique claire, autrement dit que le Conseil de sécurité de l'ONU ait voté une résolution en ce sens,

-- et tertio, que les pays de la région l'approuvent et apportent leur coopération.

Le responsable américain a insisté sur le fait que les 28 alliés avaient accepté de demander aux militaires de l'Otan d'étudier les différents scénarios et les options à leur disposition pour faire face à toute éventualité.

Le commandant en chef de l'Otan en Europe, l'amiral américain James Stavridis, doit présenter jeudi aux ministres de la Défense l'état de la planification et les diverses variantes qui se présentent.

Si une zone d'exclusion aérienne fait partie des actions programmées, en revanche, l'Otan n'envisage pas "*à ce stade*" d'"*intervention terrestre*", a affirmé le haut responsable américain.

AFP

09 mars 2011

1 Les parties prenantes

L'Otan dans le monde

Canada

Un Canadien commandera la mission de l'OTAN -- à la très grande honte du Canada

Le ministre de la Défense Peter MacKay a annoncé le 25 mars que le lieutenant-général canadien Charles Bouchard, actuellement en poste au Commandement des forces interarmées à Naples, en Italie, dirigera l'agression militaire de l'OTAN contre la Libye.

Les États-Unis ont indiqué qu'ils ont souhaité transférer le plus rapidement possible le commandement de la mission en Libye. Les médias citent le major-général Lewis MacKenzie qui dit que Bouchard est « le choix évident » car il y a des questions politiques advenant que la France ou la Grande-Bretagne assume la direction.

« Voici ce Canadien qui est déjà au quartier général, le commandement des forces alliées interarmées à Naples », a dit MacKenzie à l'émission Power Play à la chaîne CTV. « Je ne pense pas qu'il ait fallu aux 28 membres du Conseil de l'Atlantique Nord à Bruxelles [beaucoup de temps] pour dire : « Eh, ce gars est un bon choix ». »

Bouchard a déjà servi en tant que commandant adjoint de NORAD. Il s'est enrôlé dans les Forces canadiennes en 1974 et a servi autrefois avec l'armée américaine à Fort Hood, au Texas.

Un représentant de l'OTAN a confirmé que Bouchard sera responsable de la campagne aérienne internationale et de l'embargo sur les armes mises en application par les navires de la flotte militaire. Il servira sous les ordres de l'amiral américain Samuel Locklear, qui est le commandant du quartier général des opérations de l'OTAN pour la Méditerranée, en Italie. La Presse canadienne rapporte qu'Ottawa est susceptible d'envoyer un petit nombre d'employés pour travailler avec Bouchard dans le cadre de son nouvel emploi.

MacKenzie a déclaré que les fonctions de Bouchard inclueront « d'aplanir les dissensions parmi les commandants militaires » qui ont des opinions divergentes sur ce que la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU leur permet de faire en Libye.

MacKay a déclaré que l'OTAN demeure « en discussion » sur la composition et la forme que prend la mission militaire.

« L'OTAN continue de planifier et nous espérons que le Conseil de l'Atlantique Nord sera d'accord pour un plan opérationnel et une directive d'exécution dans les prochains jours », a dit MacKay.

Jusqu'à ce que ce plan soit établi, MacKay a dit que les patrouilles de l'OTAN dans la zone d'exclusion aérienne « se dérouleront en parallèle avec les activités de la coalition » qui sont dirigées pour le moment par les États-Unis. Lors de la conférence de presse à Ottawa, MacKay a également annoncé que le major-général Tom Lawson -- qui a récemment fait un exposé aux médias sur les opérations en Libye -- est sur le point d'être promu au grade de lieutenant-général et aura un poste supérieur à NORAD.

LML déplore la décision de participer à cette agression. La suggestion que de confier le commandement de l'OTAN à un lieutenant-général canadien est un signe de maturité du Canada est idiot. Cela signifie simplement que le Canada est chargé de maintenir la domination des États-Unis sur ses partenaires européens au sein de l'OTAN. Une telle servilité abjecte est déplorable. Pour le Canada c'est une honte, pas un objet de fierté.

Windsor, le 26 mars 2011

France

Robin Philpot : Libye: les bombes humanitaires et d'autres balivernes

Après s'en être pris, selon ses mots, à « la racaille » des banlieues de Paris, le président Sarkozy s'en prend maintenant à « la racaille » en Libye, avec tout ce qu'il y a de plus destructeur.

Convaincu que la France a perdu des galons en 2003, à cause de sa position de principe ferme contre l'invasion de l'Irak, il fait du zèle pour regagner la faveur de Washington et de Londres, tout en voulant cultiver chez lui l'électorat va-t-en-guerre qui s'en allait chez Marine Le Pen.

Mais avec le transfert du commandement vers l'OTAN, on s'aperçoit que, au lieu de gagner en importance et en respect aux yeux du monde entier – comme ce fut le cas en 2003 sous Chirac et de Villepin – il en perd, et du coup prend l'allure d'un autre Tony Blair, le caniche du maître George W. Bush.

Tout ça sous l'oeil bienveillant du « guide suprême » de la politique française, Bernard-Henri Lévy ou BHL pour les intimes, qui, le premier, est allé à la rencontre des « rebelles » et a amené Sarkozy à reconnaître le Conseil national de transition fraîchement formé comme le « seul représentant légitime du peuple libyen. » 1 Première déclaration de guerre !

La surprise, c'est la quasi absence de voix qui s'élèvent au Québec contre cette nouvelle guerre contre un autre pays musulman. Mais aussi l'oubli de la gifle que ce même Sarkozy a assénée au Québec en octobre 2009. On « lisait » même sur le blogue d'un certain commentateur prolifique que Sarkozy était « le plus audacieux » des leaders internationaux, que la France était « courageuse », que l'administration Obama tardait malheureusement à agir et qu'il fallait mettre en oeuvre au plus vite la politique de la « responsabilité de protéger » qui, selon ce même blogueur, serait une invention canadienne.

Bombes « humanitaires » ?

Puisque les mots ont encore un sens, il faut revoir le vocabulaire utilisé pour mener cette guerre. On parle pudiquement de zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye. Or, on aurait dû savoir dès le début qu'il s'agissait là d'une prise de possession d'un territoire africain dans la bonne vieille tradition colonialiste de l'Europe. Car celui qui contrôle l'espace aérien au-dessus d'un pays contrôle le pays.

Les « rebelles », qui réclamaient l'intervention entre autres de la France en brandissant le drapeau français, à côté du vieux drapeau royaliste du roi Idris 1er, perdaient rapidement du terrain jusqu'à ce que l'aviation française, britannique et américaine vienne leur ouvrir le chemin à coups de bombardements intenses... mais « humanitaires ».

On veut nous faire croire que le déploiement des chasseurs vise seulement à protéger les civils. Comment peut-on ainsi applaudir en voyant ces « rebelles » avancer sous la protection des tirs groupés des grandes puissances ? Ceux qui y voient progresser un supposé « printemps » arabe seraient bien avisés de retourner étudier l'histoire du colonialisme : quand la poussière tombe après une intervention militaire de ce genre, les gens se réveillent avec de nouvelles chaînes dont il est très difficile de se libérer.

On peut prévoir, dans peu de temps, un retour au statut d'avant 1969 caractérisé notamment par une importante base militaire des États-Unis en Libye et la prise de contrôle par des intérêts étrangers de l'importante industrie pétrolière libyenne. De plus, les pétrodollars libyens, qui ont réussi à hisser au sommet des pays africains le niveau de vie du peuple libyen et qui ont servi à soutenir beaucoup de pays africains, prendront le chemin de la Bourse de Londres, tout comme les pétrodollars des pays du Golfe arabo-persique, tous des dictatures qui répriment leurs propres peuples, mais aussi de bons amis qui ne seront jamais inquiétés par les guerriers de l'OTAN.

On se gargarise avec le fameux vote au Caire de la Ligue arabe en faveur de l'intervention militaire, alors que les plus va-t-en-guerre contre Kadhafi de cette ligue moribonde sont justement ces mêmes dictatures.

En revanche, qui signale aujourd'hui le vote quasi unanime de l'Union africaine contre l'intervention, unanime sauf... le Rwanda de Paul Kagame, dont la position est la même qu'en 2003 lors de l'invasion de l'Irak : il était pour !

L'Union Africaine sait ce qui se passe. Alors que la Libye a constamment soutenu des pays africains au sud du Sahara, les « rebelles », qui s'adonnent au lynchage de travailleurs africains à Benghazi et aux Noirs libyens (La Presse, 29 mars 2011), mettraient rapidement fin à cette politique une fois au pouvoir.

La fausse prémisse de l'échec au Rwanda

Qu'en est-il de l'autre baliverne, la responsabilité de protéger, (la fameuse R2P pour les initiés) qui serait une création canadienne et qui trouverait son origine dans l'échec au Rwanda en 1994 ?

On nous dit que les femmes de l'entourage d'Obama, dont Susan Rice et Samantha Power, traumatisées par « l'échec » au Rwanda, auraient amené le président à approuver l'agression militaire en Libye.

Le problème, c'est qu'il n'y a pas eu d'échec au Rwanda, du moins du point de vue de l'administration américaine de Bill Clinton.

Comme le démontre avec brio Pierre Péan dans son plus récent ouvrage Carnages, les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique (Fayard 2010), Washington a gagné sur toute la ligne dans cette guerre froide feutrée qui a mis l'Afrique centrale à feu et à sang entre 1990 et 2005.

Si l'ONU n'est pas intervenue au Rwanda en 1994, c'est parce que Washington et Londres ne voulaient pas et ils ont mis tout leur poids pour empêcher l'ONU d'intervenir.

Leur objectif, quel qu'en soit le coût, était de permettre au Front patriotique rwandais sous la direction de Paul Kagame d'emporter une victoire décisive et de partir par la suite à l'assaut du Zaïre, aujourd'hui la République démocratique du Congo. Ce qui fut fait.

Malheureusement, grâce à la répétition continue par les grands médias de l'histoire officielle de la tragédie rwandaise – Ô quel dommage qu'il n'y ait pas eu d'intervention ! La prochaine fois nous utiliserons tous les moyens nécessaires pour éviter un tel échec ! – on a réussi à créer de toutes pièces un nouveau droit des grandes puissances : celui de s'ingérer dans les affaires d'un pays souverain au nom de la responsabilité de protéger.

Plus besoin de respecter la souveraineté des États ; plus besoin de recourir à la diplomatie ; plus besoin de chercher une solution politique ; on sort les bombes « humanitaires », les missiles de croisière Tomahawk, les porte-avions, les drones et même les avions de chasse CF-18, et on va-t-en-guerre dès qu'on trouve un adversaire un tantinet indépendant ou malcommode jumelé à un groupe de « rebelles », de préférence armés et arborant nos drapeaux, comme par hasard. Et si ces « rebelles » n'existent pas, on les invente.

Pour ceux qui applaudissent les femmes militaristes dans l'entourage d'Obama, comme Susan Rice, rappelons son autre grand geste international récent : c'est elle qui, le 18 février dernier, a imposé le veto des États-Unis, tuant ainsi la résolution de l'ONU qui aurait condamné Israël pour la poursuite de son occupation et de sa colonisation de la Cisjordanie, y compris Jérusalem est. Les 14 autres pays membres du Conseil de sécurité appuyaient la résolution.

On pourrait peut-être ces dames applaudir si elles proposaient une zone d'exclusion aérienne au-dessus de.... Gaza !

La question qui hante cette guerre macabre : mais d'où ces pays qui bombardent tiennent-ils leur autorité morale ?

Notes

1. L'idée du « guide suprême » est celle de la journaliste et écrivaine Diana Johnstone.

* Robin Philpot s'entretiendra avec la journaliste et écrivaine Diana Johnstone sur la guerre en Libye à l'émission L'effet versant sur les ondes de CIBL 101,5 (www.cibl1015.com) le lundi 4 avril à 13 h. Diana Johnstone est l'auteure entre autres de La croisade des fous : Yougoslavie, première guerre de la mondialisation (Le Temps des Cerises).

- Robin Philpot,
30 mars 2011 -
[L'aut'Journal](#),

2 Brèves

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

2-1 Le nouveau siège de l'Otan à Bruxelles coûtera plus de 110 millions d'euros à la France.

Le nouveau siège de l'Otan, qui sera construit en face de l'actuel à Bruxelles d'ici à 2015, coutera plus de 110 millions d'euros à la France, soit un peu plus de 10 % de son coût total.

Le secrétaire général de l'Otan a mentionné récemment que le projet global de construction devrait s'élever aux environs d'un milliard d'euros, le double du chiffre évoqué l'année dernière et dont nous faisons alors l'écho sur ce blog.

Interrogé par nos soins, le ministère de la Défense a bien voulu nous communiquer les précisions suivantes sur la contribution de notre pays :

" La France participe à hauteur de 11,7477% pour les parties communes (clé à partir de notre part relative dans les budgets de l'OTAN) et de 3,776% des parties privatives (parkings). Sur la durée du projet, notre participation s'élève à 110, 112 million d'euros".

La France est le quatrième contributeur financier au sein de l'Alliance, derrière les Etats-Unis, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Alors que les responsables de l'Alliance atlantique et notamment le secrétaire général de l'Otan ne cesse de dénoncer, souvent à juste titre, la faiblesse des dépenses militaires en Europe, le choix de consacrer un milliard d'euros pour abriter la bureaucratie de l'Alliance mériterait au moins d'être discuté...

jeudi 17 février 2011,

[Comité Valmy](#)

3 Dossiers

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

3-1 Jean Bricmont : Le Retour de l'Impérialisme Humanitaire.

Le Gang au complet est de retour : les partis de la gauche européenne (inclus les partis « modérés » communistes européens) les « Verts » avec José Bové maintenant allié à Daniel Cohn Bandit qui a toujours soutenu les guerres de l'OTAN, différents groupes Troskystes et bien sûr Bernard Henry Levy et Bernard Kouchner tous appelant à une sorte d'« *intervention humanitaire* » en Libye ou accusant la gauche d'Amérique Latine dont les positions sont bien plus sensées d'agir comme des « *idiots utiles* » pour le « *Tyran libyen* » .

Douze ans plus tard c'est de nouveau le Kosovo. Des centaines de milliers de morts irakiens, l'OTAN acculée dans une position impossible en Afghanistan et ils n'ont rien appris ! La guerre du Kosovo a été lancée pour stopper un génocide inexistant, la guerre afghane pour protéger les femmes (allez donc vérifier leur situation actuellement) et la guerre d'Irak pour protéger les Kurdes. Quand vont-ils comprendre qu'on affirme que toutes les guerres sont justifiées pour des raisons humanitaires ? Même Hitler « *protégeait les minorités* » en Tchécoslovaquie et en Pologne.

D'un autre côté Robert Gates a mis en garde que tout futur secrétaire d'état qui conseillerait au président US d'envoyer des troupes en Asie ou en Afrique « *on doit lui examiner le cerveau* ». L'Amiral MC Mullen a de même conseillé la prudence. Le grand paradoxe de notre époque c'est que le QG du mouvement de la paix se trouve au Pentagone et au département d'état tandis que le parti pro guerre est une coalition de néo conservateurs et d'interventionnistes libéraux de différentes sortes dont des guerriers gauchistes humanitaires de même que certains Verts des féministes ou des communistes repentis.

Donc maintenant tout le monde doit réduire sa consommation à cause du réchauffement climatique mais les guerres de l'OTAN sont recyclables et l'Impérialisme a été intégré au Développement Durable.

Bien sûr les US feront ou non la guerre pour des raisons qui sont bien différentes des conseils offerts par la gauche pro guerre. Bien sûr le pétrole ne sera pas le facteur principal de leur décision car tout gouvernement libyen futur devra vendre du pétrole et la Libye ne pèse pas suffisamment sur le cours du pétrole. Bien sûr le chaos en Libye mène à la spéculation qui elle-même affecte les prix mais cela est un autre sujet. Les Sionistes ont certainement deux avis sur la Libye : ils haïssent Kadhafi et aimerait le voir chasser du pouvoir comme Saddam de la façon la plus humiliante possible mais ils ne sont pas sûrs qu'ils apprécieront son opposition (et selon le peu que l'on connaît ils ne l'aiment pas).

L'argument principal pro guerre c'est que si tout va vite et facilement cela réhabilitera l'OTAN et l'intervention humanitaire dont l'image a été ternie par l'Irak et l'Afghanistan. Un nouveau Grenade ou au mieux un nouveau Kosovo c'est exactement ce qu'il faut. Un autre motif d'intervention c'est de mieux contrôler les rebelles en venant les « *sauver* » dans leur marche vers la victoire. Mais cela a peu de chance de marcher : Karzai en Afghanistan les nationalistes kosovars les Shi'ites d'Irak et bien sûr Israël sont parfaitement contents de bénéficier de l'aide américaine quand ils en ont besoin mais après cela ils poursuivent leur propre agenda. Et une occupation militaire totale de la Libye après la « *libération* » est peu faisable ce qui bien sûr du point de vue des US rend l'intervention moins attrayante. D'un autre côté si les choses tournent mal ce sera probablement le début de la fin de l'Empire américain d'où la prudence des gens qui sont actuellement en charge et qui ne se contentent pas d'écrire des articles dans le Monde ou de pester contre les dictateurs devant les caméras.

C'est difficile pour des citoyens ordinaires de savoir exactement ce qui se passe en Libye car les médias occidentaux se sont complètement discrédités en Irak en Afghanistan au Liban et en Palestine et les sources d'informations alternatives ne sont pas toujours crédibles non plus. Cela bien sûr n'empêche pas la gauche pro guerre d'être absolument convaincue de la vérité des pires informations sur Kadhafi comme elle l'était il y a douze ans sur Milosevic.

Le rôle négatif de la Cour Internationale de Justice est de nouveau apparent ici comme l'a été celui du Tribunal International pour la Yougoslavie dans le cas du Kosovo. L'une des raisons pour laquelle il y a eu relativement peu de sang versé en Tunisie et en Egypte c'est qu'il y avait une sortie possible pour Ben Ali et Moubarak. Mais la « *justice internationale* » veut être sûre qu'une telle sortie n'est pas possible pour Kadhafi et probablement pour les gens proches de lui les poussant ainsi à combattre jusqu'à un dénouement tragique.

Si « *un autre monde est possible* » comme la Gauche Européenne le proclame sans arrêt alors un autre Occident devrait être possible et la Gauche Européenne devrait commencer à œuvrer pour cela. La rencontre récente de l'Alliance Bolivarienne pourrait servir d'exemple : la gauche d'Amérique Latine veut la paix et ils veulent empêcher l'intervention des US car ils savent qu'ils sont dans la ligne de mire des US et que leur processus de transformation sociale exige d'abord et avant tout la paix et la souveraineté nationale. Donc ils ont suggéré d'envoyer une délégation internationale conduite éventuellement par Jimmy Carter (qu'on ne peut pas accuser d'être une marionnette de Kadhafi) pour commencer un processus de négociation entre le gouvernement et les rebelles. L'Espagne s'est dite intéressée par cette idée qui est bien sûr rejetée par Sarkozy. Cette proposition peut sembler utopique mais si l'ONU met tout son poids derrière ce ne sera pas le cas. Ce serait une façon de remplir sa mission actuellement rendue impossible par l'influence des US et de l'Occident. Cependant ce n'est pas impossible que maintenant ou dans une prochaine crise une coalition de nations non interventionnistes dont la Russie la Chine l'Amérique Latine et peut être d'autres puissent œuvrer ensemble pour construire des alternatives crédibles à l'interventionnisme occidental.

Contrairement à la gauche d'Amérique Latine la version pathétique gauche européenne a complètement perdu le sens de ce que cela veut dire de faire de la politique. Elle n'essaie pas de proposer des solutions concrètes aux problèmes et est seulement capable d'adopter des positions morales dénonçant en particulier de façon grandiloquente les dictateurs et les violations des droits de l'homme. La gauche social démocrate suit la droite avec au mieux quelques années de retard et n'a pas d'idées personnelles. La gauche « *radicale* » réussit souvent à dénoncer à la fois les gouvernements occidentaux de toutes les manières possibles et à demander que ces gouvernements interviennent militairement partout dans le monde pour défendre la démocratie. Leur manque de réflexion politique les rend particulièrement vulnérable aux campagnes de désinformation et en fait des supporters des guerres US - OTAN. La gauche n'a pas de programme cohérent et ne saurait pas quoi faire même si Dieu les mettait au pouvoir. Au lieu de « soutenir » Chavez et la Révolution Vénézuélienne une affirmation vide de sens que certains se complaisent à répéter ils devraient humblement apprendre d'eux et d'abord et avant tout réapprendre ce que cela veut dire de faire de la politique.

Article en anglais : <http://www.counterpunch.org/>

Jean Bricmont

08/03/2011

Jean Bricmont enseigne la physique en Belgique et est membre du Tribunal de Bruxelles. Son livre "Humanitarian Imperialism" est publié par «Monthly Review Press la version française « Impérialisme Humanitaire » l'est aux éditions Aden

http://www.planetenonviolence.org/Libye-Retour-De-L-Imperialisme-Humanitaire-Avec-Le-Soutien-Du-Vieux-Gang_a2383.html

3-2 Domenico Losurdo : Orwell, l'OTAN et la guerre contre la Libye

Les mots ont-ils encore un sens ? En lisant des articles sur la guerre de Libye dans la presse anglo-saxonne et italienne, Domenico Losurdo a été frappé par l'inversion des signifiés. La propagande de l'OTAN, comme celle imaginée par George Orwell dans son célèbre roman d'anticipation, passe d'abord par un grossier trucage sémantique.

En 1949, tandis que fait rage une guerre froide qui risque de se transformer d'un moment à l'autre en holocauste nucléaire, George Orwell publie son dernier livre et plus célèbre roman : 1984. Si le titre donne dans l'anticipation, la cible est clairement constituée par l'Union Soviétique, représentée comme le « *Grand frère* » totalitaire, qui rend vaine toute possibilité de communication, en subvertissant le langage et en créant une « *novlangue* » (newspeak), dans le cadre de laquelle tout concept se renverse en son contraire. En publiant son roman l'année même de la fondation de l'OTAN (l'organisation militaire qui prétendait défendre même la cause de la morale et de la vérité), Orwell apportait ainsi sa brave contribution à la campagne de l'Occident. Il ne pouvait certes pas imaginer que sa dénonciation allait se révéler beaucoup plus pertinente pour décrire la situation advenue, quelques années seulement après 1984, avec la fin de la Guerre froide et le triomphe des USA. De même que sa surpuissance militaire, la superpuissance multimédiatique de l'Occident ne semble pas non plus rencontrer d'obstacle : le renversement de la vérité vient s'imposer par un bombardement multimédiatique incessant et omniprésent, de caractère absolument totalitaire. C'est ce qui émerge clairement de la guerre en cours en Libye.

Guerre

En effet, est à l'œuvre ici le plus puissant appareil militaire jamais vu dans l'histoire ; à coup sûr, les victimes civiles des bombardements de l'OTAN ne manquent pas ; on utilise des armes (à l'uranium appauvri) dont l'impact est destiné à durer dans le temps ; dans le déchaînement des hostilités et dans la conduite des opérations militaires, outre les USA, se distinguent deux pays, la France et le Royaume-Uni, qui ont derrière eux une longue histoire d'expansion et de domination coloniale au Proche-Orient et en Afrique ; nous sommes dans une aire riche en pétrole et les experts et moyens d'information les plus autorisés sont déjà à l'analyse de la nouvelle organisation géopolitique et géo-économique. Et, cependant — nous assurent Obama, ses collaborateurs et ses alliés et subalternes — il ne s'agit pas de guerre, mais d'une opération humanitaire qui vise à protéger la population civile et qui en outre est autorisée par le Conseil de sécurité de l'ONU.

En réalité, tout comme à l'égard de ses victimes, l'OTAN procède à l'égard de la vérité aussi de façon absolument souveraine. En premier lieu, il faut noter que les opérations militaires de l'Occident ont commencé avant et sans l'autorisation de l'ONU. Dans le Sunday Mirror du 20 mars, Mike Hamilton révélait que depuis « *trois semaines* » opéraient déjà en Libye « *des centaines* » de soldats britanniques, encadrés dans un des corps militaires les plus sophistiqués et redoutés du monde (SAS) ; parmi eux se trouvaient « *deux unités spéciales appelées "Smash" à cause de leur capacité destructive* » [1]. Donc, l'agression avait déjà débuté, d'autant plus que collaboraient avec les centaines de soldats britanniques des « *petits groupes de la CIA* », dans le cadre d' « *une vaste force occidentale agissant dans l'ombre* » voulue par « *l'administration Obama* » chargée, toujours « *avant le déclenchement des hostilités le 19 mars* », d' « *approvisionner les rebelles et de saigner à blanc l'armée de Kadhafi* » [2]. Il s'agit d'opérations d'autant plus remarquables qu'elles sont conduites dans un pays déjà fragile en lui-même à cause de sa structure tribale et du dualisme de longue date entre Tripolitaine et Cyrénaïque.

Deuxièmement, même quand ils s'adressent à l'ONU, les USA et l'Occident continuent à se réserver le droit de déclencher des guerres sans autorisation du Conseil de sécurité : c'est par exemple ce qui s'est produit en 1999 à l'occasion de la guerre contre la Yougoslavie et en 2003 pour la deuxième guerre contre l'Irak. Aucune personne censée ne qualifierait à présent de « *démocratique* » un gouvernement qui s'adresserait à son Parlement avec ce discours : *je vous invite à me donner votre confiance*,

mais même sans votre confiance je continuerais à gouverner comme je considère que c'est le mieux... C'est dans ces termes que les USA et l'Occident s'adressent à l'ONU ! C'est-à-dire que les votes qui se déroulent au Conseil de sécurité sont régulièrement pervertis par le chantage constant auquel ont recours les États-Unis et l'Occident.

Troisièmement : dès qu'ils ont eu arraché au Conseil de sécurité (grâce au chantage décrit ci-dessus) la résolution désirée, les USA et l'Occident se sont hâtés de l'interpréter de façon souveraine : l'autorisation d'imposer une zone d'exclusion aérienne en Libye devient de fait une autorisation d'imposer une sorte de protectorat.

Mais si puissant soit-il, l'appareil multimédiatique des agresseurs ne parvient pas à occulter la réalité de la guerre. Et pourtant, la novlangue s'obstine à nier l'évidence : elle préfère parler d'opération de police internationale. Mais il est intéressant de noter l'histoire de cette catégorie. Renouant avec la doctrine Monroe, qu'il a réinterprétée et radicalisée, en 1904 Theodore Roosevelt (président des États-Unis) théorise un « *pouvoir de police internationale* » que la « *société civilisée* » doit exercer sur les peuples coloniaux et qui, en ce qui concerne l'Amérique latine, revient aux États-Unis. Nous voici ramenés à la réalité du colonialisme et des guerres du colonialisme, à la réalité que la novlangue essaie de refouler.

Nous trouvons malheureusement au premier rang de la promotion de la novlangue et du renversement de la vérité le président de la République italienne, Giorgio Napolitano, plus éloquent que tout autre dans la démonstration que ce qui est en cours en Libye... n'est pas une guerre ! S'il laissait un tant soit peu réaffleurer ses souvenirs de militant communiste, il comprendrait que le refoulement, tenté, de la guerre est en réalité une confession. Comme l'avait expliqué Lénine en son temps, les grandes puissances ne considèrent pas leurs expéditions coloniales comme des guerres, et cela non seulement à cause de l'énorme disproportion des forces entre les deux parties en présence sur le terrain, mais aussi parce que les victimes « *ne méritent même pas l'appellation de peuples (les Asiatiques et les Africains seraient-ils peut-être des peuples ?)* » [3].

Civils

La guerre, soit l'opération de « *police internationale* », déchaînée contre la Libye vise à protéger les « *civils* » du massacre projeté par Kadhafi. Sauf que la novlangue est immédiatement démentie par les organes mêmes de la presse qui est engagée à la diffuser. Le Corriere della Sera du 20 mars affiche la photo d'un avion précipité en flammes dans le ciel de Bengazi. La légende de la photo et l'article qui la commente (de Lorenzo Cremonesi) expliquent qu'il s'agit d'un « *chasseur* » piloté par un des « *pilotes les plus experts* » à disposition des rebelles et qu'il est abattu par des « *missiles terre-air de Kadhafi* ». Loin d'être désarmés, les révoltés disposent d'armes sophistiquées et s'avèrent, de plus, assistés depuis le début par la CIA et autres services secrets, par « *une ample force occidentale qui agit dans l'ombre* » et par des corps spéciaux britanniques fameux ou redoutés à cause de leur « *capacité destructive* ». Serait-ce là les « *civils* » ? Maintenant, avec l'intervention d'une puissante force internationale, c'est plutôt le front d'en face qui s'avèrerait substantiellement désarmé.

Mais une réflexion ultérieure peut être opportune sur la catégorie dont nous discutons ici. Comme l'observe Avishai Margalit, un enseignant de l'Université hébraïque de Jérusalem, le gouvernement israélien inclut aussi le « *lancer de pierres* » dans le compte officiel des « *attaques terroristes hostiles* ». Et —on le sait— contre les terroristes on ne peut pas s'arrêter à mi-chemin. Dans la plus éminente presse étasunienne (International Herald Tribune) nous pouvons lire le récit de « *scènes exaspérantes de mort* », qui s'avèrent « *alors qu'un char d'assaut et un hélicoptère israélien ouvrent le feu sur un groupe de manifestants palestiniens, enfants compris, dans le camp de réfugiés de Rafah* ». Oui, même un enfant qui jette des pierres contre l'armée d'occupation peut être considéré et traité comme un « *terroriste* ». Leah Tsemel, une avocate israélienne engagée dans la défense de Palestiniens, rapporte le cas d'« *un enfant de dix ans tué près d'un check-point à la sortie de Jérusalem par un soldat à qui il avait simplement lancé une pierre* » [4]. Ici la novlangue célèbre son triomphe : un pilote expert qui combat aux commandes d'un avion militaire est un « *civil* », mais un enfant qui lance des pierres contre l'armée d'occupation est clairement un « *terroriste* » !

Justice internationale

Si les champions de la lutte contre les enfants « *terroristes* » et palestiniens peuvent dormir tranquilles, ceux qui se rangent contre les « *civils* » à l'œuvre en Libye seront déférés à la Cour pénale

internationale. Et les militaires et les hommes politiques qui commandent l'appareil militaire ne seront pas les seuls à risquer d'être déferés (et condamnés). Non, c'est un groupe beaucoup plus large qui est pris pour cible. Déjà dans *The Guardian* du 25 février Patrick Wintour et Julian Borger expliquaient : « *Des officiers britanniques sont en train de contacter des personnels libyens de haut rang pour les mettre au pied du mur : abandonner Muhamar Kadhafi ou être jugés avec lui pour crimes contre l'humanité* » [5]. En effet, sur ce point les gouvernants de Londres et occidentaux en général ne cessent d'insister. Ils considèrent la Cour pénale Internationale comme Cosa Nostra, c'est-à-dire comme un « *tribunal* » mafieux. Mais le point le plus important et le plus révoltant est ailleurs : ceux qui sont menacés d'être emprisonnés pour le reste de leur vie sont des fonctionnaires libyens, à qui n'est reproché aucun délit. C'est-à-dire qu'après être intervenus dans une guerre civile et l'avoir probablement attisée et en tous cas alimentée, après avoir lancé l'intervention militaire bien avant la résolution de l'ONU, Obama, Cameron, Sarkozy etc. continuent à violer les règles du droit international, en menaçant avec leur vendetta et leur violence de frapper, même après la fin des hostilités, ceux qui ne se rendent pas immédiatement à la volonté de puissance, de domination et de saccage exprimée par le plus fort. Et la novlangue aujourd'hui en vigueur transforme les victimes en responsables de « *crimes contre l'humanité* » et les responsables de crimes contre l'humanité en artisans de la « *justice internationale* ».

Pas de doute : en même temps qu'un appareil de destruction et de mort sans précédents dans l'histoire, c'est la novlangue qui fait aujourd'hui : c'est-à-dire le langage de l'Empire

Domenico Losurdo

Professeur d'histoire de la philosophie à l'université d'Urbino (Italie). Il dirige depuis 1988 la Internationale Gesellschaft Hegel-Marx für dialektisches Denken, et est membre fondateur de l'Associazione Marx XXlesimo secolo.

Dernier ouvrage traduit en français : Staline : histoire et critique d'une légende noire (Aden, 2011).

<http://www.aden.be/index.php?aden=staline-histoire-et-critique-d-une-legende-noire>

[1] « Crack SAS troops hunt Gaddafi weapons inside Libya », par Mike Hamilton, *Sunday Mirror*, 20 mars 2011.

<http://www.mirror.co.uk/news/top-stories/2011/03/20/crack-sas-troops-hunt-gaddafi-weapons-inside-libya-115875-23002207/>

[2] « C.I.A. Agents in Libya Aid Airstrikes and Meet Rebels », par Mark Mazzetti et Eric Schmitt, *The New York Times*, 30 mars 2011.

<http://www.nytimes.com/2011/03/31/world/africa/31intel.html?hp>

[3] Lénine, Œuvres complètes, vol. 24, p. 416-17 de l'édition italienne.

[4] Sur tout cela voir *Il linguaggio dell'Impero*, par Domenico Losurdo, Laterza, Roma-Bari, 2007, chap. I, § 13

http://www.laterza.it/index.php?option=com_laterza&Itemid=97&task=schedalibro&isbn=9788842081913

[5] « Libya : UK officials tell Gaddafi loyalists to defect or face war crimes trial », par Patrick Wintour et Julian Borger, *The Guardian*, 25 février 2011.

<http://www.guardian.co.uk/world/2011/feb/25/libya-uk-gaddafi-sas-embassy>

Traduction Marie-Ange Patrizio

Repris sur <http://www.voltairenet.org/article169270.html>

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 Le collapsus de la diplomatie.

Avec la déplorable décision prise par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, OTAN, Washington, Londres et Paris à la tête, de poursuivre les bombardements contre la Libye tant que le leader Mouammar El Kadhafi ne quittera pas le pouvoir, nous avons assisté au collapsus définitif de la diplomatie comme voie pour résoudre les contradictions entre les peuples et les nations.

La réunion des ministres des Affaires étrangères de 36 pays, à Londres, lors de laquelle ils ont décidé que le gouvernement libyen avait perdu toute légitimité et qu'il doit abandonner le pouvoir, est venue prouver que tout comme à la fin des deux guerres mondiales du siècle dernier, le monde peut être divisé selon le désir des puissants.

Le plus grave est sans doute que l'Humanité, qui s'était dotée, au terme de la seconde guerre mondiale, d'un mécanisme pour trouver des solutions aux problèmes internationaux, avec la création de l'ONU, sans avoir à les résoudre sur le champ de bataille, constate aujourd'hui avec tristesse, qu'à la fin tout à été un château de cartes.

Nous vous donnons quelques arguments qui le prouvent :

En tout premier lieu, le cas qui nous occupe n'est pas un conflit international, mais un problème interne, où des opposants et des forces loyales au gouvernement se disputent le pouvoir. Il est très important de le rappeler, car les discours ont trompé l'opinion. On a dit que les attaques de l'OTAN avaient pour but de protéger des civils innocents, mais en réalité cette alliance belliciste protège des bandes bien armées qui ont occupé des villages par la force, ayant recours pour ce faire aux armes à feu et qui ont été ensuite délogées par l'armée.

Il est vrai que des civils désarmés se sont retrouvés au milieu des échanges d'artillerie, mais ce n'est pas eux que les missiles et les bombes de l'OTAN défendent. Sinon, pourquoi sont-ils largués dans des zones urbaines, justement là où vivent ces gens-là ?

Ce que les envahisseurs sont en train de faire est de tendre un rideau de feu pour protéger les opposants et leur permettre d'avancer sur Tripoli, la capitale, ce qui signifie qu'ils ont pris partie. Ils donnent leur appui inconditionnel à l'une des parties, ce qui enlève complètement l'étiquette de mission humanitaire avec laquelle on a prétendu justifier l'attaque.

En tout cas, pourquoi n'a-t-on pas agi avec la même énergie au Rwanda en 1994 ? Il y avait alors là bas, des troupes de l'ONU, mais les États-Unis, la France et la Grande Bretagne, comme par hasard, ont entravé leur mobilisation et ont donc permis la mort de 500 000 à un million de civils.

Pourquoi une zone d'exclusion aérienne et navale n'a pas été imposée à Israël après l'opération Plomb fondu qu'il a lancée contre la Bande de Gaza, opération qui a duré 25 jours entre décembre 2008 et janvier 2009 et au cours de laquelle plus de 1000 civils palestiniens pour la plupart des enfants et des femmes ont trouvé la mort ?

Pourquoi n'interviennent-ils pas au Bahreïn, où il y a eu plus de morts que durant le conflit en Libye et ceux-ci, oui, étaient désarmés ?

La réponse à de telles questions, l'a donnée le Président Barack Obama, lorsqu'il a dit, faisant référence à l'agression contre la Libye « c'est ainsi que la communauté internationale doit agir, plus de nations, avec les États-Unis au centre, certes, mais pas seuls, toutes redoublant d'efforts, en train d'assumer leurs responsabilités". Voilà le monde qui nous attend.

La diplomatie ? Il faudra la chercher dans des musées ou des bibliothèques pour des raretés juridiques obsolètes.

- Éditorial, Radio Havana Cuba, 1er avril 2011 -

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19